

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble J. Lemer cier
5, avenue de la Palette
95300 Cergy-Pontoise

Pontoise, le 4 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/02/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

OXFORD ST WITZ

Rue de la Ferme St Ladre
95470 ST WITZ

Références : UD95-2022-0203

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2022 dans l'établissement OXFORD ST WITZ implanté rue de la Ferme St Ladre à ST WITZ. L'inspection a été annoncée le 27/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OXFORD ST WITZ
- Rue de la Ferme St Ladre 95470 ST WITZ
- Code AIOT dans GUN : 0006511309
- Régime : Autorisation

La société OXFORD ST WITZ exploite un entrepôt multi-locataires. Il est classé au titre de la rubrique 1510.1a et 2910.a2 de la nomenclature des installations classées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Les suites données aux non-conformités constatées lors de l'inspection du 5 mars 2020 et de la mise en demeure du 19 mars 2015
- le dispositif de défense incendie
- l'état des stocks

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Etat des matières stockées	Arrêté Préfectoral du 11/04/2017, article 1.4	/	Lettre de suite préfectorale
Etude de bruit	Arrêté Préfectoral du 21/09/2006, article 32	/	Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Entretien des vannes d'isolement	Arrêté Préfectoral du 21/09/2006, article art 17.3	/	Lettre de suite préfectorale
Installations de combustion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9	/	Lettre de suite préfectorale
Pollution	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3	/	Lettre de suite préfectorale
Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Défense incendie	Arrêté de mise en demeure du 19/03/2015, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, des non-conformités ont été constatées. Ces non-conformités doivent faire l'objet de mesures correctives par l'exploitant.

La mise en demeure du 19 mars 2015 relative à la mise en place de voies engins sur deux faces au moins du bâtiment 1 de l'entrepôt a été suivie d'effet.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté de mise en demeure du 19/03/2015, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : <i>"La société SCI SAINT-WITZ LOGISTIQUE implantée 18 rue de la Ferme Saint-Ladre sur le territoire de la commune de Saint Witz est mise en demeure de respecter dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté : - les dispositions de l'article 36.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2006 susvisé, en assurant l'accessibilité aux services d'incendie et de secours du bâtiment 1, sur deux faces au moins. "</i>
Constats : L'inspection a constaté les aménagements réalisés. Ces aménagements comprennent le prologement d'une allée permettant ainsi l'accès des véhicules de secours sur au moins 2 faces du bâtiment 1 visé dans la mise en demeure du 19 mars 2015. Considérant les constats réalisés sur site ainsi que les prescriptions de l'arrêté du 21 septembre 2006, l'arrêté préfectoral de mise en demeure pris à l'encontre de la société Oxford St Witz (anciennement M7 FAF France) est considéré comme respecté. L'inspection des installations classées propose de lever la mise en demeure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 11 avril 2017, article 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, sécurité incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. [...] Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. [...]
Constats : L'exploitant a fait part de ses difficultés à traiter cette demande du fait de la présence de plusieurs locataires aux activités différentes. Il s'est engagé à mettre en place une procédure de collecte des informations afin de pouvoir disposer d'un état des stocks hebdomadaire d'ici quelques mois. L'inspection est dans l'attente de l'état des stocks de l'exploitant.
Non-conformité : Contrairement à l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2017, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection des installations classées un état des matières stockées dans son entrepôt. L'exploitant devra transmettre un état des matières stockées conforme aux dispositions de l'article 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Etude de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2006, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : Dans les trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté, puis tous les 5 ans, l'exploitant fait réaliser accès frais, par une personne ou un organisme qualifié une mesure des niveaux sonores de son établissement permettant d'apprécier le respect des valeurs réglementaires, en période de fonctionnement de l'activité des installations.
Constats : L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées être en possession des documents demandés. Toutefois, ce document n'a pas été transmis suite à l'inspection.
Non-conformité : Contrairement à l'article 32 de l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2006, l'exploitant n'a pas pu présenter à l'inspection des installations classées une mesure des niveaux sonores. L'exploitant devra transmettre une mesure des niveaux sonores de son installation conforme aux dispositions de l'article 32 de l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2006.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Entretien des vannes d'isolement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2006, article art 17.3
Thème(s) : Risques accidentels, isolement du site
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de vannes de sectionnement de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Une vanne de sectionnement est installée en aval des bassins de rétention de ces eaux. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toutes circonstances localement. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par des consignes.
Constats : L'exploitant nous a déclaré que des peintures au sol avaient été mises afin d'identifier leur présence et des consignes réalisées.
Non-conformité : Contrairement à l'article 17.3 de l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2006, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les consignes et les procédures relatives à leur utilisation. L'exploitant devra transmettre ces éléments et des photos d'illustrations conformes aux dispositions de l'article 17.3 de l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2006.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Installations de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Combustion
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé. Objet du contrôle : - réalisation du contrôle périodique de l'efficacité énergétique selon l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé (respect du délai, réalisation par organisme agréé, présence du rapport et vérification du respect des dispositions relatives notamment aux rendements minimaux, à l'équipement, au livret de chaufferie et au bon état des installations destinées à la distribution de l'énergie thermique). Constats : Au jour de l'inspection, l'exploitant a affirmé que tout était réalisé et en règle. L'inspection reste donc dans l'attente des rapports de contrôle. Non-conformité : Contrairement à l'article 3.9 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle de l'efficacité énergétique de son installation thermique. L'exploitant devra transmettre un rapport de contrôle conforme aux dispositions de l'article 3.9 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Pollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O ₂ , SO ₂ , poussières, NO _x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes. Constats : Lors de la visite d'inspection l'exploitant a indiqué que ces mesures avaient été effectuées, et qu'il était en mesure de les présenter à l'inspection. L'inspection reste dans l'attente des compte rendu de visite. Non-conformité : Contrairement à l'article 6.3 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les mesures effectuées. L'exploitant devra transmettre ces mesures conformément aux dispositions de l'article 6.3 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, sécurité incendie
Prescription contrôlée : 9. Conditions de stockage Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage
Constats : L'inspection a constaté que des stockage en vrac étaient disposés contre la parois. L'exploitant a assuré que ce stockage serait réorganisé de manière à être conforme. L'inspection reste dans l'attente des éléments démontrant la réorganisation de ces stockages vrac. Non-conformité : Contrairement à l'article 9 de l'Annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, une partie du stockage est effectuée en vrac et était à une distance inférieure à 1 mètre des parois de l'entrepôt. L'exploitant devra transmettre des photos présentant les corrections apportées en matière de stockage conformément aux dispositions de l'article 9 de l'Annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale



Figure 1: illustration des éléments stockés à proximité de la paroi..